

## Fleurus Presse licencierait 8 salariés sur un effectif total de 70

Le comité d'entreprise (CE) du groupe de presse jeunesse Fleurus Presse ("Vanille", "Abricot", "Les Zouzous"...), a dénoncé hier un projet de licenciement économique de 8 salariés sur un effectif de 70. Cédé en juin par le groupe Le Monde, il appartient désormais à Héros et Patrimoine, une société détenue par Financière de Loisirs et un fonds d'investissement OpenGate Capital (cf. "CP" du 8 juin 2009). Le 30 novembre dernier, la direction a présenté un projet de réorganisation et de licenciement de 6 journalistes et 2 employés en invoquant l'évolution économique de l'entreprise. Or, le CE a émis mardi dernier un avis défavorable sur le projet de licenciement, contestant la nécessité économique puisque l'entreprise prévoit un résultat positif de 1,2 million d'euros pour 2010. Seulement ce retour à l'équilibre est en partie lié à l'allègement de la masse salariale. De plus, le CE récuse le projet de réorganisation de l'entreprise, qui lui semble "particulièrement déséquilibré".

## Des engagements lors de la cession de Fleurus

Pour marquer son mécontentement, le CE a en outre adressé la semaine dernière une lettre au président du directoire du groupe Le Monde, Eric FOTTORINO, pour l'informer du "plan social silencieux qui est à l'œuvre depuis le mois de juin".

Les salariés et le CE avaient en effet obtenu lors de la cession un certain nombre d'engagements de la part du Monde. "Et pourtant, le 7 mai 2008, vous vous étiez engagés, devant le Comité d'entreprise et l'ensemble des salariés du pôle Magazines, à vous mettre en quête d'un repreneur qui respecte ces trois engagements : assurer le maintien de la ligne éditoriale des titres, mettre en œuvre un projet de relance et de développement à court et à moyen terme, offrir une stabilité économique et financière permettant d'assurer l'avenir des entités", a rappelé le CE dans son courrier, dont "La Correspondance de la Presse" a obtenu une copie.

En outre, le CE indique qu'une quinzaine de salariés a déjà quitté l'entreprise, "en théorie volontairement". "En pratique, pour beaucoup, il s'agit d'une sortie forcée, forcée par des conditions de travail qui se dégradent, un stress grandissant, un découragement face à l'absence de projet réel et sérieux pour notre entreprise", explique la lettre. "Les élues, qui vous ont fait confiance, ont été trahies. C'est d'abord au groupe Le Monde que revient la responsabilité de cette destruction, non seulement d'une entreprise, mais aussi d'une noble mission : la transmission aux enfants de la passion de la lecture et de l'information", poursuit le CE. De son côté, Info'Com-CGT, un des syndicats du groupe Le Monde, a apporté hier son soutien aux salariés de Fleurus.